



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Discours de Bruno Le Maire à l'issue du point de situation avec les représentants des secteurs du commerce, de la restauration et de l'hôtellerie

Samedi 1^{er} juillet 2023

Bercy

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 20

Seul le prononcé fait foi

Bonjour à toutes et à tous,

Nous venons de faire le point avec la ministre chargée des PME, Olivia Grégoire sur la situation qu'ont vécu depuis 4 jours les commerçants, les artisans, la grande distribution, les centres commerciaux, les restaurateurs, les débitants de tabac, les agences bancaires qui ont été confrontés à des violences, à des actes de pillage totalement inacceptables partout sur le territoire.

Nous avons d'abord fait ensemble le bilan des violences qui ont été commises. Au total, c'est au moins une dizaine de centres commerciaux qui ont été attaqués et pillés. C'est plus de 200 enseignes de la grande distribution qui ont été également attaquées et pillées. Une quinzaine de ces centres qui ont été intégralement brûlés, 250 débitants de tabac qui ont été attaqués également, certains brûlés, 250 agences bancaires, beaucoup de commerces de mode, beaucoup de commerces de vêtements de sport, des enseignes de la distribution rapide : McDonald's, KFC et d'autres.

Nous voulons redire avec Olivia Grégoire avec la plus grande fermeté que ces actes sont inexcusables, inqualifiables, intolérables. Nous voulons également adresser tout notre soutien à l'ensemble des entrepreneurs qui ont été touchés. Aux entrepreneurs et aussi aux salariés qui sont aujourd'hui sous le choc, qui ont découvert leur lieu de travail saccagé, pillé et pour certains, ont été confrontés directement à ces actes de leur violence.

Nous leur disons tout notre soutien et toute notre solidarité. Nous le disons aussi aux commerçants indépendants qui ont vu parfois en quelques instants une vie entière de travail saccagée, brûlée ou détruite, et nous avons senti, avec Olivia Grégoire beaucoup d'émotion, beaucoup de désarroi, beaucoup d'inquiétude chez tous les professionnels avec lesquels nous venons d'échanger pendant un peu plus d'une heure il y a quelques instants.

Nous voulons évidemment apporter des réponses rapides et fortes. Trois ordres de réponse sont attendus aujourd'hui par le monde économique.

La première réponse, c'est évidemment la sécurité des biens et la sécurité des personnes. C'est le retour à l'ordre le plus vite possible. Nous y travaillons sous l'autorité du président de la République et de la Première ministre, avec le ministre de l'Intérieur et le Garde des Sceaux. Il n'y a pas de nation sans ordre. Il n'y a pas de nation sans règles communes. Et il n'y a pas de nation sans valeurs communes. C'est cet ordre, ces règles, ces valeurs que nous voulons tous ensemble retrouver au plus vite.

Seul le prononcé fait foi

La deuxième série de réponses concerne les assureurs qui ont évidemment participé à cette réunion. Nous appelons tous les commerçants, tous les entrepreneurs, toutes les professions indépendantes qui ont pu être touchées par des actes de vandalisme au cours des 4 dernières nuits, à faire le plus vite possible leurs déclarations d'assurance et de faire jouer leur assurance sinistres, dégradations ou pertes d'exploitation.

Nous avons prévu d'étendre si nécessaire les délais de déclaration pour que des commerçants qui sont aujourd'hui sous le choc puissent bénéficier de délais supplémentaires.

Nous avons demandé aux assureurs de faire preuve de la plus grande simplicité dans le traitement des procédures et de la plus grande rapidité dans la réponse en termes d'indemnisation. Les indemnisations doivent arriver le plus vite possible à des commerçants, à des entrepreneurs qui ont été touchés par ces actes de vandalisme. Enfin, nous leur avons demandé de réduire au maximum les franchises sur les primes d'assurance.

Nous avons également sollicité la Fédération bancaire française pour qu'elle fasse preuve de la plus grande compréhension en termes de traitement des échéances des commerçants et des entrepreneurs qui auraient été touchés par ces actes de vandalisme. Troisième réponse, c'est la solidarité nationale.

Nous avons décidé de réactiver les cellules de crise qui sont dans chaque département. Les commerçants, les artisans, les entrepreneurs qui auraient été touchés peuvent s'adresser directement à ces centres de gestion de crise qui se trouvent dans chaque préfecture. Ils peuvent consulter sur impots.gouv.fr, le site gouvernemental, les agents qui sont responsables, département par département, pour s'adresser à eux directement.

Nous allons également prévoir des reports de paiement, de charges sociales ou de charges fiscales pour toutes celles et tous ceux qui seraient en difficulté. La solidarité nationale doit jouer face à ces événements.

Enfin, j'ai demandé à Olivia Grégoire d'étudier avec les commerçants la possibilité de prolonger d'une semaine supplémentaire, s'ils le souhaitent, la période de soldes, la fin de la semaine ayant été impactée par les événements de violence que nous avons connus.

Je voudrais conclure en vous disant une fois encore notre soutien personnel à tout le monde économique qui aujourd'hui a été confronté à des actes dont je redis qu'ils sont inqualifiables et qui doivent cesser au plus vite.